Numéro 77

Vendredi
1er février 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

# RIPOSTE

*Le quotidien de poche du parti socialiste*

Directeur
Georges Fillioud

Le Magic Circus de l'Elysée en Franche-Comté, par Jean-Pierre Chevènement • Rambouillet : les élus s'opposent à G.d.f • Voyages du Pape : mise au point de François Mitterrand • Plogoff : nucléaire ou charbon ? • Halles de Paris : il faut déboucher Chirac • Confection : Hanoï sur mesures pour Biderman • S.n.c.f : le secondaire sacrifié • F.e.n : congrès du renfort

## Le P.s confirme sa position contre le boycott des Jeux

Le Parti socialiste n'entend pas s'associer à une campagne de boycott des Jeux olympiques. Cette position a été confirmée par le Bureau exécutif, mercredi soir, qui a adopté, après un long débat, le communiqué que nous publions en page deux. Ce texte a été voté par 17 voix pour, 6 voix contre, 3 abstentions, 1 refus de vote.

En ouvrant la discussion, Lionel Jospin a tout d'abord fait une mise au point s'adressant à Michel Rocard pour rappeler que le Bureau s'était déjà prononcé sur le problème, dès le 12 décembre, et avait évoqué, depuis, à plusieurs reprises le sujet, sans que personne ne remette en cause la décision arrêtée. En conséquence, lorsqu'il a été interrogé à la télévision et à la radio, François Mitterrand était parfaitement fondé à exprimer au nom du Parti, l'opposition des socialistes au boycott des Jeux.

A la réunion du Bureau exécutif avant-hier, trois positions se sont trouvées en présence. Un seul de ses membres s'est prononcé pour le boycott. Lionel Jospin a présenté le projet de texte du Secrétariat national qui a donc été retenu, après quelques modifications, à l'issue de la discussion.

**Un autre point de vue**

Quant à Michel Rocard, il a défendu un autre point de vue : ni pour, ni contre le boycott. Il a estimé en effet qu'il ne s'agissait plus aujourd'hui «de savoir si on est pour ou contre». C'est une question dépassée - a-t-il dit - par l'évolution des évènements et de la prise de conscience à travers le monde. Considérant qu'il fallait «constater le décès des Jeux olympiques», il a proposé qu'il soit fait choix pour l'avenir «du pays qui accueillera tous les quatre ans la flamme olympique».

Contre cette proposition, François Mitterrand a fait valoir qu'il ne serait pas sérieux d'esquiver le débat en faisant comme si le problème était résolu. Il a ajouté que le Parti socialiste faillirait à ses responsabilités en refusant de se prononcer. La majorité du B.e a donc approuvé cette argumentation et la position de fond telle qu'elle est traduite dans le communiqué.

**La nécessité de se prononcer**

Le texte de Michel Rocard a été repoussé par 17 voix contre, 6 voix pour, 3 abstentions et 1 refus de vote. Michel Rocard a néanmoins décidé de le présenter et le défendre un peu plus tard à la radio en critiquant les positions du P.s régulièrement votées.

En réponse, à cette intervention publique, le Secrétariat national a diffusé, dans la matinée de jeudi, une mise au point. On la trouvera également en page deux. Elle précise notamment : «cette question difficile appelle une réponse positive ou négative. Il n'est en tout cas pas possible de l'éluder».

**Georges Fillioud**

### épinglé

*«On peut être pour le boycott. On peut être contre. Mais on ne peut pas boycotter le boycott».*

Laurent Fabius à *France-Soir*.

**Ingérence**

## Les paras diplomates

«Il y a tous les jours des déplacements de routine de la marine de guerre française. Simplement, à l'occasion d'un exercice déjà programmé, on peut étendre le périple des bateaux pour les montrer là ou ailleurs. C'est la dissuasion par la présence».

C'est dans ces thermes que l'amiral Sanguinetti commente les mouvements actuels, qui fond grand bruit, des bâtiments de surface «Colbert», «Duguay-Trouin» et «Vendéen» en Méditerranée.

Cette région, espace stratégique le plus important du globe,est revenue au premier plan de l'actualité. Les événements du Moyen-Orient (Israël, Egypte, Liban) sont un peu «oubliés». Mais l'action de commando, opérée à Gafsa par des éléments qui - selon Tunis - sont inspirés par la Lybie, a brutalement replacé le «berceau des civilisations» en pleine lumière journalistique.

Par effet immédiat, la Tunisie a décidé

*(suite en page 4)*

## La seule réponse de Christian Bonnet : répression !

Sous tous les régimes, un ministre de l'Intérieur, c'est une institution. Les titulaires du portefeuille changent peu. Ils sont toujours étroitement liés au pouvoir, et dans le cas d'espèce du giscardisme, Poniatowski et Christian Bonnet sont des hauts-parleurs autrement révélateurs de la pensée élyséenne que les Pierre Hunt ou leur Jean-Marie Poirier de successeur.

Christian Bonnet se trouvait donc «Face au public» mercredi soir à neuf sujets d'importance, il a apporté neuf non réponses.

En agissant ainsi, le ministre de l'Intérieur respectait le mutisme gouvernemental et illustrait parfaitement son impuissance à l'immagination.

Sur la drogue : «De la drogue douce, on glisse **fatalement** à la drogue dure».

La répression, voilà la réponse. Pour Bonnet, le P.s a pris une position plus ou moins équivoque», sans doute parce qu'il a estimé que si la répression était indispensable contre les trafiquants qui exploitent odieusement le filon, les drogués eux-mêmes étaient des malades de la société et devaient être soignés et non appréhendés.

Sur l'alcoolisme : (après qu'un journaliste ait précisé qu'annuellement la drogue faisait 100 morts et l'alcool 30.000 !). «Oh ! vous savez qu'en France on aime bien vivre des légendes !». Faut-il un commentaire ?

Sur les meurtres «inexplicables» de Curiel et de Goldman : «Ce sont des enquêtes particulièrement difficiles à mener. Le gouvernement lutte contre l'immigration clandestine et contre les étrangers qui sont en situation irrégulière en France».

Qu'est-ce-à-dire ? Que l'enquête «particulièrement difficile» a déjà réussi à prouver que Curiel et Goldman ont été les victi-

*(Suite page 2)*

# Le P.s et les Jeux olympiques

## *Communiqué du Bureau exécutif*

Dès le 12 décembre 1979, le Bureau exécutif du Parti socialiste a pris position pour la participation aux Jeux olympiques de Moscou, en dépit des problèmes qui se posaient déjà au regard des Droits de l'homme en Union soviétique. A l'unanimité, il a lancé un appel à toutes les nations participantes essentielles de l'Union soviétique pour que cette manifestation sportive se tienne dans les meilleures conditions.

Il faut malheureusement constater l'altération grave de l'esprit olympique et la dégradation de la signification des Jeux marqués par la propagande nationaliste, par l'affairisme, par la dénaturation de l'acte sportif au travers d'excès humains.

Le Parti socialiste souhaite donc que les Jeux redeviennent une fête culturelle, universelle et fraternelle, et ne soient pas une confrontation de nationalismes par l'intermédiaire d'athlètes. Il est prêt, dans cet esprit, à examiner pour l'avenir les propositions allant dans ce sens, que ce soit par la suppression des hymnes et des drapeaux ou par la création d'une «enclave olympique» au choix du Comité international olympique.

Les décisions prises par le gouvernement soviétique d'envahir militairement l'Afghanistan et d'arrêter Andrei SAKHAROV ont compromis la tenue des Jeux. Et, à l'évidence, ce gouvernement les compromettrait plus encore en poursuivant dans cette voie.

Le Parti socialiste n'entend pas pour autant s'associer à une campagne de boycott. Il veut marquer par là qu'il n'accepte pas de s'engager dans l'engrenage d'un retour à la guerre froide, là où celui-ci peut-être évité, et sa volonté de préserver toutes les possibilités de rencontre entre les peuples.

De plus, le Parti socialiste n'accepte pas l'hypocrisie selon laquelle les hommes d'affaires de l'Ouest et de l'Est pourraient poursuivre entre eux de fructueux échanges cependant que les sportifs seraient, de simples jouets dans les mains des Etats, et n'auraient pas la possibilité de se déterminer en citoyens libres et responsables.

Le Parti socialiste renouvelle son exigence de retrait immédiat des troupes soviétiques d'Afghanistan et la libération d'Andrei SAKHAROV. Il demande à ses sections et fédérations d'intervenir dans ce sens auprès des autorités soviétiques.

Il prendra prochainement de nouvelles initiatives concrètes pour la paix et la défense des Droits de l'homme, partout où ceux-ci sont menacés.

## *Mise au point du Secrétariat National*

Contrairement aux déclarations faites de 31 janvier à la radio par Michel Rocard, la position prise collectivement le 30 janvier par le Bureau exécutif du Parti socialiste sur le boycott des Jeux olympiques est bien préparatrice de l'avenir.

Le Bureau exécutif, en constatant l'altération grave de l'esprit olympique, la dégradation de la signification des Jeux a en effet souhaité qu'ils redeviennent une fête culturelle, universelle et fraternelle et qu'ils ne soient pas une confrontation de nationalismes par l'intermédiaire d'athlètes.

Le Bureau exécutif s'est déclaré prêt, dans cet esprit, a «examiner pour l'avenir les propositions allant dans ce sens que ce soit par la suppression des hymnes et des drapeaux ou par la création d'une enclave olympique, au choix du Comité international olympique».

La question qui nous est posée aujourd'hui est de savoir si nous devons participer ou non a une campagne pour le boycottage de Jeux. Une proposition en faveur du boycottage n'a recueilli qu'une voix au sein du Bureau exécutif, c'est-à-dire ni le soutien de la majorité du P.s, ni celui de M. Rocard. Sur proposition de Lionel Jospin, le Bureau exécutif, après en avoir délibéré collectivement, a donc refusé d'une façon argumentée de s'associer à la campagne du boycottage.

C'est une question difficile. Elle appelle une réponse positive ou négative. Il n'est pas possible, en tous cas de l'éluder, et il n'est pas responsable de faire comme si elle ne se posait pas.

# Bonnet = répression

*(suite de la première page)*

mes de coups étrangers, réfugiés derrière l'appelation très internationale de «Honneur de la Police» ? Que des «marginaux» du type Goldman, qui se sentait menacé et avait demandé une protection de la police, lui importent moins que la sauvegarde de la pureté de la race française ?

Sur l'insécurité : «le climat actuel d'insécurité est très largement entretenu par les mass-médias».

Bonnet à quand même ajouté que «ce n'était pas leur responsabilité». Mais il n'a pas dit à qui il attribuait cette dernière. On a cependant pu déceler qu'il ne se sentait pas visé : tout cela c'est de l'illusion. Et même si «la criminalité globale a baissé à Paris de 0,90 %, les parisiens n'éprouvent pas du tout ce sentiment.» Le ministre de l'Intérieur s'occupe de la sécurité, pas des sentiments.

**Daumier, sans talent**

Intervint ensuite dans l'émission, en tant qu'invité surprise, Alain Richard, député P.s du Val d'Oise qui a demandé à Christian Bonnet quelle était la proportion d'agents affectés à l'îlotage, c'est-à-dire à la protection des quartiers.

— Réponse : on s'en occupe. «Dans deux ans trois à quatre-mille agents de bureau seront remis sur la voie publique.»

Alain Richard demande ensuite «Quel est le nombre d'agents armés des sociétés privées de protection et de surveillance ?»

— Réponse : pas de réponse.

«Quel est le nombre de permis de port d'armes délivrés ?»

— Réponse : pas de réponse.

«Pourquoi ne relie-t-on pas ceux qui le demandent à un système d'alarme branché au commissariat de police ?»

— Réponse : c'est uniquement une impossibilité pratique.

Enfin sur la Corse : «Les manifestations bruyantes (d'une petite minorité) ne sont pas gratuites ; elles ne sont sans doute pas non plus exemptes de guidages extérieurs».

Par cette phrase sublime est bouclée la philosophie giscardienne vue de l'Intérieur.

Répression : sévère pour les marginaux qui troublent un ordre victorieux.

Indulgence : pour tous ceux qui contribuent à conserver cet ordre, même si cela entraîne quelques «bavures».

Troubles : d'origine automatiquement étrangère, puisque les bons français sont pour l'ordre, qui se maintient par la repression (voir plus haut).

Un portrait à la Daumier, en quelque sorte, mais le talent en moins.

**Abonnez-vous à RIPOSTE**
**Il vous en coûte à peine 21 F. par mois**

# Au Congrès de la F.e.n
# une majorité renforcée

L'approbation du rapport moral par 58,50 % des voix (+ 0,6 % par rapport à 1978) avait dès mardi laissé présumer d'un renforcement de la majorité qui préside aux destinées de la F.e.n. Ce vote avait de plus permis de constater que les changements de règlement sur l'organisation des votes, n'avaient pas eu d'effets sensibles, et que les protestations anticipées des minoritaires étaient sans fondement.

Jeudi matin, la publication des résultats du vote d'orientation confirmait cette tendance. «Unité - Indépendance - Démocratie» obtient 1,8 % de plus qu'en 1978, obtenus au détriment d'«Unité-Action». Les trois autres tendances minoritaires restent stationnaires.

La différence entre les deux votes n'est pas sans signification. Les évènements de politique internationale et l'analyse qu'en a fait André Henry ont certainement pesé sur le déplacement des voix.

Le Congrès de la F.e.n qui s'achèvera vendredi midi n'en présente pas moins, en ces temps de dialogue difficile au sein de la gauche, l'avantage inappréciable de permettre cet échange permanent qui donne à tous les courants de pensée la possibilité de s'exprimer au sein d'un même organisme.

On parle à la F.e.n «d'unité conflictuelle». Il y a dans cette expression le mot «unité», et c'est l'essentiel.

## Pour Giscard en tournée électorale

# Franche-Comté égale décor-Tv

Après l'Inde, le grand magic-circus de Valéry Giscard d'Estaing poursuit sa tournée électorale en Franche-Comté.

Le choix d'un thème comme celui de la formation professionnelle heurtera particulièrement les 10 000 jeunes chômeurs de moins de 25 ans que compte notre région. Celle-ci bat également le record de sous-qualification de la main-d'œuvre : la moitié des salariés y sont manœuvres ou bien ouvriers spécialisés. Cela est particulièrement vrai en Nord-Franche-Comté où les possibilités offertes par l'enseignement technique stagnent depuis très longtemps, tandis que l'accès à l'enseignement supérieur y est contingenté par un véritable numerus-clausus : le nombre des étudiants y est égal à moins de la moitié de la moyenne nationale.

Le refus persistant du pouvoir de créer une antenne universitaire, pourtant programmée aux VI[e] et VII[e] Plans, dans l'aire urbaine Belfort-Montbéliard, répond à la volonté de fournir aux grands groupes capitalistes comme Peugeot et Alsthom, une main-d'œuvre docile et bon marché.

Malgré les déclarations faites par le Président de la République à Vichy concernant la responsabilité des grandes firmes vis-à-vis de leur région d'implantation, faut-il rappeler :

— que Peugeot, depuis septembre 1979, ne recrute plus que des intérimaires ?

— que cette firme n'a jamais réalisé et ne compte toujours pas réaliser le moindre effort de diversification par rapport à la mono-industrie de l'automobile ?

— qu'Alsthom-Atlantique continue à réduire ses effectifs à l'usine de Belfort où l'esprit de concertation n'a toujours pas fait son entrée, deux mois après la grève dite du «centenaire» ?

Les régions françaises sont lasses d'être réduites à servir de plateau pour les exhibitions télévisées de M. Giscard d'Estaing, chacune servant de faire-valoir pour l'un des 22 thèmes-succès sélectionnés pour figurer au répertoire électoral du président sortant.

**Jean-Pierre Chevènement**
*Député de Belfort, Vice-président du Conseil régional de Franche-Comté*

## RESEAU FERROVIAIRE SECONDAIRE

Le décret n° 79 832 alinéa 3, du 24 septembre 1979, confère aux établissements publics régionaux et aux Conseils généraux la possibilité de proposer un schéma de réorganisation ferroviaire, prévoyant des mesures de transfert sur route avec versement par l'Etat, pendant sept ans, de subventions égales aux économies réalisées.

Ce décret est dangereux à plusieurs titres.

Sa mise en œuvre contribuerait à accélérer l'exode rural dans de nombreux départements, notamment dans ceux qui ont d'ores et déjà franchi le «seuil de désertification».

Elle permettrait au gouvernement de se décharger de ses responsabilités sur des collectivités locales financièrement exangues. Ces dernières sont en effet incitées à décider, ou à accepter, la suppression d'un service public souvent déterminant pour la survie de leur région.

Elle conforterait une conception de la gestion du secteur public, qui sous couvert de rentabilité maximum, organise son démantèlement et son détournement, au profit d'intérêts particuliers.

Elle acréditerait enfin l'idée selon laquelle le maintien du réseau ferroviaire secondaire serait inéluctablement déficitaire, alors que cette tendance est fondamentalement liée à une politique gouvernementale des transports, délibérément orientée vers la route et les transports individuels.

Le Parti socialiste s'opposera avec l'ensemble de ses élus et de ses militants à cette opération qui concrétise les orientations du rapport Guillaumat, contribuant à ternir l'image de la S.n.c.f comme service public, à l'approche du renouvellement du statut de cette entreprise, prévu pour 1982.

*(Communiqué du Bureau exécutif 30.1.80).*

## QUESTIONS ECRITES

**de François AUTAIN**

qui s'inquiète du nombre d'agressions contre les locaux d'organisations étudiantes, et demande que des mesures soient prises pour faire respecter les libertés démocratiques dans les Universités.

**de Pierre LAGORCE**

qui appelle l'attention du ministre de l'Education sur la dégradation des conditions de vie et de travail dans les établissements d'enseignement du second degré. Cette situation déplorable a pour cause, le fait que les postes budgétaires nécessaires ne sont pas normalement pourvus.

**de Guy BECHE**

qui proteste contre les conditions déplorables dans lesquelles s'est engagée la réforme de l'A.n.p.e et dénonce les menaces sérieuses de démantèlement et de privatisation que cette réforme porte en germe.

## RAMBOUILLET-SUR-GAZ

## Les élus socialistes opposés au stockage

Cela a commencé par un forage discret de G.d.f. En insistant, les élus des communes dont le territoire touche à la forêt de Rambouillet, ont fini par apprendre qu'on avait l'intention d'implanter un réservoir de gaz sous les espaces boisés.

Jean-Louis Barth, maire d'Albis et conseiller général de Saint Arnoult-en-Yvelines, et Guy Malandain conseiller général de Rambouillet ont immédiatement pris position :

«Il est évident que nous ne sommes pas opposés sur le principe à l'installation de réservoirs de gaz souterrains. Les problèmes d'énergie et nos réticences par rapport au tout-nucléaire impliquent la responsabilité dans nos décisions. Mais comme d'habitude l'administration et G.d.f ont agi en secret.

«L'implantation de ce réservoir, que signifie-t-il au juste ? Faudra-t-il déboiser et quelle surperficie ? Quelles répercutions peut-on envisager sur les infrastructures routières ? Où sera implantée l'usine de traitement et de pompage, elle, contruite en surface ?

«Bref, ces implantations peuvent probablement trouver des sites dans lesquels les nuisances seront réduites au minimum tant vis à vis des populations que par rapport à l'écologie. Il est possible qu'une concertation ait pu aboutir. Mais étant donné la manière autoritaire de l'administration et les risques que font courir un projet dont on ignore les effets, nous avons décidé d'appuyer l'ensemble des élus locaux et de nous opposer fermement à sa réalisation. J.-L. Barth est d'ailleurs devenu vice-président de l'Association de défense.»

## La Réunion

«Les responsables et les militants du Parti socialiste me demandent de transmettre aux réunionnaises et aux réunionnais toute leur sympathie dans la douloureuse épreuve que traverse la Réunion.

«Je m'efforcerai d'avancer mon séjour dans votre département afin de vous témoigner directement ainsi qu'à tous nos camarades la fraternité du Parti.

«Les élus socialistes attireront l'attention de l'opinion publique et du gouvernement sur les conséquences du drame que vous venez de vivre et mettront tout en œuvre pour qu'une aide matérielle et morale soit apportée dans des délais rapides à tous ceux qui en ont besoin.

«Bien à vous».

***François Mitterrand***

*Télégramme adressé, le 30 janvier, à Wilfrid Bertile, Premier secrétaire de la Fédération de la Réunion.*

**RIPOSTE**

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
**Directeur** : Georges Fillioud
**Rédaction - Edition** :
Gérard Desautils
**Administration** : Nicole Covillers
**Délégué à la Publication** : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
**Composition** : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

Télé-P.S.

LE PARTI SOCIALISTE A L'AMOUR DE LA VERITE ET LE SOUCI DE LA RIGUEUR INTELLECTUELLE.

## Division internationale du travail

# Quand la logique capitaliste passe par Hanoï

L'accord signé par Biderman avec Hanoï pour faire fabriquer au Vietnam des chemises qui seraient ensuite réexportées, constitue un signe éclairant de la restructuration du capitalisme.

Même si le groupe Biderman a globalement augmenté ses effectifs en 1979 - ce qui n'a pas exclu certains dégraissages ici ou là - cette décision choque à juste titre les syndicats français : pourquoi aller offrir du travail ailleurs alors que la France compte officiellement près d'un million et demi de chômeurs ? Interrogation qui porte tout autant sur le comportement d'un autre grand, le groupe des frères Willot, qui implante un complexe textile géant en Afrique du Nord.

### A l'arrière-garde

Dans l'optique libérale qui prévaut chez la plupart des pays industrialisés, ce comportement a pourtant sa logique : il faut aller chercher les facteurs de production là où ils sont le meilleur marché. Ce qui signifie expatrier les activités de main d'œuvre là où le travail coûte le moins cher et ne conserver que les activités nécessitant un fort investissement en capital, beaucoup de technologie, peu de main-d'œuvre et une forte valeur ajoutée.

A ce jeu pourtant la France se situe à l'arrière-garde. Les industriels ouest-allemands ou japonais ont appliqué ces recettes depuis le début des années 1970, et ont déjà pour beaucoup effectué leur division internationale du travail. Du coup la France risque de perdre sur tous les tableaux : sacrifier ses industries traditionnelles sans être en posture de les remplacer par de nouvelles.

Même à l'aube du libéralisme avancé le giscardisme «ne touche pas sa bille» et dilapide des pans entiers de la richesse française au profit exclusif des multinationales et au détriment des intérêts globaux du pays.

Le coup de Biderman met en évidence un autre phénomène : l'irruption du Vietnam sur le front des pays offreurs de main-d'œuvre à bas prix. Jusqu'ici cette spécialité semblait réservée à d'autres pays du Sud-Est asiatique (Corée du Sud, Philippines, Taiwan, etc) ou à la Turquie, ou encore aux pays d'Afrique du Nord, voire à certains pays de l'Est européen, tels la Hongrie.

Reste que cet accord ne peut en aucune manière entrer dans le cadre du développement des pays pauvres. Au contraire : une chose est d'exploiter la main-d'œuvre à bas prix là où elle se trouve, une autre est d'aider les pays du tiers monde à s'équiper pour leur propre compte.

Cet accord, enfin, prend un relief particulier dans le contexte international actuel. Le climat de guerre froide n'empêche apparemment pas les «bonnes affaires» de se faire. Si cela se confirme, comme il est probable, (car le cas Biderman est loin d'être unique), c'est une différence importante par rapport aux conséquences de la guerre froide, version «années cinquante».

## Urbanisme

# Controverse sur le cœur de Paris

«Il faut rouvrir le dossier des Halles. Cela prendrait au plus quelques mois». C'est ce qu'a déclaré hier, à la presse, Georges Sarre président du Groupe socialiste à l'Hôtel de Ville.

Se fondant sur les résultats de la consultation internationale pour l'aménagement des Halles, organisée par le syndicat de l'architecture, Georges Sarre avait déjà interpellé le maire à ce sujet lors de la dernière séance du Conseil de Paris. «Pas question», avait répondu en cause le projet dernier, que je remette en caise le projet que j'ai arrêté, le temps de la réflexion est terminé, l'action est engagée».

C'était compter sans l'intérêt suscité à l'étranger par l'aménagement du cœur de Paris. C'était, aussi, compter sans l'opinion des Parisiens qui visitent de plus en plus nombreux l'exposition des projets lauréats ou mentionnés, issus de la consultation internationale.

Des cartes de pétition vont bientôt circuler, des appels vont être lancés. L'Association pour la consultation internationale pour l'aménagement des Halles (50, rue de l'Arbre Sec, Paris 1er) met en route une campagne internationale de cartes postales adressées au maire de Paris.

Aussi, il semble bien, que «les Halles, c'est pas fini». Le maire sera obligé, c'est du moins l'avis de Georges Sarre, de tenir compte de ce mouvement d'opinion. Chirac n'a-t-il pas déclaré à la presse lui-même il y a tout juste une semaine, qu'il n'était pas «bouché comme un canon» ?

### Contre Plogoff, du charbon à Brest

Tout ce que le Finistère compte d'élus et de militants socialistes manifestait hier, à Plogoff, leur opposition au début de l'enquête publique (voir *Riposte n° 76)* à côté des militants C.f.d.t, des associations écologistes et des associations familiales du département. Dès lundi, à l'occasion de la réunion du Conseil, le Groupe socialiste (majoritaire) de la municipalité brestoise proposera qu'à la place de la future centrale de Plogoff une centrale au charbon soit construite

# Les paras diplomates

*(suite de la première page)*

le retrait de son représentant à Tripoli. Parallèlement, le haut représentant de Lybie en Tunisie a été invité à rentrer chez lui.

Le Premier ministre tunisien, M. Hedi Nouira, a nettement mis hors de cause l'Algérie dans cette affaire, qualifiant même de «diabolique» la tentative de faire croire à une complicité algérienne. Tentative à laquelle avaient participé avec empressement certains organes de la presse française, dans le cadre sans doute de l'amélioration du climat entre Paris et Alger.

Inspirée par le colonel-bedouin ou pas, cette tentative de déstabilisation a, une fois de plus, provoqué une nouvelle intervention des forces armées françaises. On parle cette fois-ci du 5e régiment de la 11e division parachutiste, basé à Pau. Le ministère de la Défense reconnaît «le prêt de deux Transall et la présence d'hélicoptères de combat en Tunisie». Côté Marine, des bâtiments de la flotte française sont déclarés «en état d'alerte» à quelques heures de route des côtes lybiennes et tunisiennes.

A ce propos, Michel Jobert, qui a conservé quelques relations au quai d'Orsay, et semblait parler en connaissance de cause, a déclaré jeudi matin sur *Europe 1* : «les forces françaises sont intervenues très tôt. N'ayons pas peur de notre ombre : quand nous intervenons, il faut dire que nous intervenons».

De son côté, l'amiral Accary, commandant en chef de la flotte française en Méditerranée, précisait dans une interview effectuée début janvier : «en Orient méditerranéen, nous sommes en face d'une véritable poudrière. On pourrait imaginer des situations de conflit dans lesquelles les deux grandes puissances mondiales, resteraient l'arme aux pieds. Cela ne veut pas dire que la France resterait à l'écart».

Après le Zaïre, le Tchad, la Mauritanie, la Tunisie ? La non-ingérance est décidement un principe de base du régime giscardien.

*Je regrette vivement la façon dont* **Riposte** *a évoqué, hier, le prochain voyage de Jean-Paul II au Brésil. Quelque opinion qu'on ait de sa démarche et de ses choix, réduire la personne et les actes du Pape à cette petitesse me paraît injuste et donc inacceptable.*

*C'est en même temps blesser inutilement bon nombre de vos lecteurs, dont je suis.*

**François Mitterrand**


## ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.